

**Célébration de la journée de l'Europe,
à l'initiative de la délégation de la commission
européenne pour le Pacifique**

Vendredi 7 mai 2010



Intervention de Monsieur Philippe GOMES, président
du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie



Monsieur l'Ambassadeur de l'Union européenne pour le Pacifique,

Monsieur le représentant de l'Etat,

Monsieur le Sénateur,

Monsieur le représentant de la province Sud,

Monsieur le représentant de la province Nord,

Monsieur le représentant de la province des îles Loyauté,

Mesdames et Messieurs,

Nous fêtons l'Europe le 9 mai, car c'est la date anniversaire de l'acte fondateur de la construction européenne. Il y a en effet exactement 60 ans, le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, annonçait une grande stratégie européenne de réconciliation et de paix. « *L'Europe, disait-il dans sa célèbre déclaration, ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait* ». En 60 ans, les pays européens ont effectivement mis en place progressivement ces « *réalisations concrètes* » annoncées par Schuman, à travers un nombre croissant de politiques qui les ont rapprochés, et qui les ont rendus collectivement plus forts : la mise en commun des productions de charbon et d'acier (1951), le marché commun (1957), la politique agricole commune (1962), l'union douanière (1968), la politique d'appui aux régions (1975), la libre circulation des personnes (1985), la citoyenneté européenne (1992), l'Euro (1999). Les succès de ces politiques ont entraîné le ralliement de nouveaux pays, avec notamment l'arrivée du Royaume-Uni en 1973 et de l'Espagne en 1986. **L'Union européenne, aujourd'hui, c'est un espace de paix, de liberté et de prospérité unissant 27 pays et 500 millions de citoyens, et représentant 28% du PIB mondial, et ce sont des politiques parmi les plus ambitieuses au monde, dans le domaine de la protection sociale, de la formation, de la science, de l'innovation, de**

l'environnement, de la protection des consommateurs, de la sécurité des biens et des personnes, etc.

La célébration de la fête de l'Europe est donc pour nous l'occasion de rappeler l'importance de cette construction européenne pour l'ensemble de la planète, et aussi pour la Nouvelle-Calédonie.

L'action de l'Union européenne s'est notamment traduite ici par l'appui remarquable reçu du FED, le fonds européen de développement.

La formation professionnelle est cruciale pour la Nouvelle-Calédonie, et constitue une politique essentielle en faveur du rééquilibrage, du destin commun et du développement économique. Je remercie donc vivement l'Union Européenne, représentée par son Ambassadeur dans le Pacifique, M. Wiepke Van Der Goot, pour son soutien à notre politique de formation professionnelle, laquelle a reçu depuis 2004, **sur le 9^{ème} FED, plus de 3,6 milliards de francs CFP, et recevra d'ici 2013, sur le 10^{ème} FED, environ 2,4 milliards.** Je formule à ce sujet le souhait de voir la programmation du 10^{ème} FED s'accélérer, après 2 années de travail, afin que le DOCUP puisse être signé avant la fin de cette année.

Sur le FED régional, je suis heureux de constater que le projet TEP VERTES sur les énergies renouvelables avance, et que les installations pourront être inaugurées bientôt. Vous avez d'ailleurs pu constater hier, sur le terrain, l'état d'avancement du projet sur l'île de Lifou. En revanche, **nous restons attentifs à l'avancée du 10^{ème} programme régional INTEGRE** (Initiative des Territoires pour la Gestion régionale de l'Environnement), car sa programmation a pris beaucoup de retard.

La Nouvelle-Calédonie participe également au programme européen d'échange d'étudiants **ERASMUS**, et le gouvernement aide les étudiants calédoniens à travers des bourses d'étude. Nous avons également répondu à un appel à projets sur l'environnement et la biodiversité, dans le cadre de l'instrument de coopération au développement, et nous avons la volonté de nous inscrire également dans les programmes de la ligne Jeunesse en Action.

Pour autant, l'accès de la Nouvelle-Calédonie à l'ensemble des programmes européens reste difficile. Je souhaiterais donc que l'Union veille à faire évoluer ses règles, afin que l'éligibilité des PTOM à ces programmes ne

soit pas un vain mot. Cela se pratique déjà pour les régions ultrapériphériques de l'Europe, dont font partie les DOM français, ou pour les pays des Balkans.

D'autres dysfonctionnements plaident également pour un renouvellement de la relation PTOM-Europe. En effet, les procédures du FED sont restées lourdes et complexes, et l'objectif visé, la lutte contre la pauvreté, s'avère inadapté pour de nombreux PTOM. Les difficultés rencontrées, et les retards subis dans la mise en œuvre et la programmation du FED, plaident ainsi pour l'adoption de mécanismes plus souples, et qui tiennent mieux compte de l'appartenance des PTOM à la famille européenne.

Car, ne l'oublions pas, **les habitants des PTOM sont des citoyens européens, qui portent les valeurs de l'Europe** et qui la représentent dans leurs régions respectives, faisant de leurs pays et territoires de véritables « tête de pont » de l'Europe partout dans le monde. Cette appartenance doit d'ailleurs être, plus généralement, le moteur d'une véritable rénovation des relations entre les PTOM et l'Union européenne : il est temps de développer une logique « gagnant-gagnant », qui permettrait à l'Union européenne de renforcer sa crédibilité et son rayonnement international, en aidant les PTOM à préserver et, le cas échéant, à exporter leurs atouts et leurs richesses.

Nous sommes à un tournant majeur dans notre relation avec l'Union européenne : la « communication » sur le futur des relations entre l'Union européenne et les PTOM, publiée par la Commission en fin d'année 2009, propose ainsi un vrai changement dans le prolongement du « livre vert ». Nous ne pouvons que nous en réjouir.

La Nouvelle-Calédonie vient de prendre la présidence d'OCTA, l'association qui représente à Bruxelles les pays et territoires d'outre-mer. **Sur ma proposition, l'OCTA a décidé d'engager la rédaction d'une position commune entre les 17 PTOM adhérents à l'OCTA, et les 4 Etats-membres dont ces PTOM font partie.** Ce texte formulera la vision commune de ces pays et territoires, concernant leurs relations avec l'Union européenne. **Ce sujet sera au cœur des discussions lors du prochain Forum UE-PTOM, qui se tiendra début 2011 en Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement organisera cette grande réunion de manière décentralisée dans les provinces Nord et Iles Loyauté.**

Dans cette perspective, nous pourrions utilement nous inspirer des outils développés pour les « régions ultrapériphériques ». En tant que présidente de

l'OCTA, la Nouvelle-Calédonie participera dans ce but au « forum de l'ultra-périphérie » qui se tiendra à la fin de ce mois à Bruxelles. J'ai mandaté à cette fin, Monsieur Jean-Claude BRIAULT, membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en charge de la jeunesse et des sports.

Au-delà de ce travail de fond, j'estime que les relations entre les PTOM et l'Union européenne doivent être rendues plus visibles. Ainsi, les Calédoniens doivent savoir ce que l'Europe nous apporte et la Nouvelle-Calédonie tient également à faire connaître ses relations privilégiées avec l'Europe.

C'est pourquoi le gouvernement a pris l'initiative de la semaine de l'Europe en 2009, sur le thème de la formation professionnelle, secteur dont est chargé Monsieur Pierre NGAIOHNI, Vice-président du gouvernement. Cette manifestation a permis de présenter les projets financés par le FED en Nouvelle-Calédonie : internat féminin de Bourail, simulateur de conduite d'engins à Poro, bus de l'Europe en province Sud et Nord, etc. Cette année, le gouvernement renouele cette initiative en lui donnant plus de visibilité et de popularité. **Ainsi, la « Semaine de l'Europe 2010 » comprendra plusieurs évènements, dont une semaine du cinéma européen** (sur 7 jours, seront projetés 7 films, représentant 7 pays européens), **un concours s'adressant aux scolaires**, et **une**

conférence sur l'environnement et la biodiversité, qui traduira l'importance de la thématique environnementale, tant pour l'Europe que pour la Nouvelle-Calédonie.

Pour cette deuxième édition de la semaine de l'Europe, j'espère que nous pourrons compter sur la participation de personnalités : parlementaires, commissaires ou directeurs généraux. Seront également présentes en Nouvelle-Calédonie des acteurs politiques et de la société civile du Pacifique. Nous avons encore quelques mois devant nous, qui seront mis à profit pour faire de cette initiative un succès pour la mise en valeur de l'Union européenne dans le Pacifique, avec l'appui je l'espère du bureau de Nouméa et de la délégation de Fidji.

Je vous en remercie.